

### EDITO : CACHEZ CE VIN QUE JE NE SAURAI VOIR...

L'année 2018 n'a pas été bonne pour le commerce extérieur français pris dans sa globalité. Avec un déficit de -60 milliards d'€, les échanges commerciaux se sont dégradés pour la seconde année consécutive. Dans cet ensemble, le secteur agroalimentaire continue de dégager des excédents, celui de l'année 2018 enregistrant une belle hausse, de l'ordre de 1,3 milliard d'€. Avec un surplus de quelque 7 milliards d'€, le secteur agroalimentaire affiche une réelle résistance, ce qui ne manquera pas d'entretenir les controverses sur sa véritable efficacité sur les marchés mondiaux.

**V**oilà quinze ans que le commerce extérieur français n'a pas dégagé d'excédents. Année après année, l'appareil commercial hexagonal n'est jamais parvenu à opérer le moindre redressement, sauf lorsque des domaines comme l'armement, l'automobile, les produits de luxe ou l'aéronautique voient s'ouvrir des marchés extérieurs. L'année 2018 s'est terminée par un lourd déficit, de -60 milliards (FAB-FAB), mais de -78,5 si l'on intègre le coût de l'assurance et du fret. La remontée du prix du baril de pétrole explique pour une large part cette aggravation du déficit commercial français.

Ce constat annuel illustre la tendance à l'érosion du solde de la balance commerciale, confirmée par celle de la balance des opérations courantes, qui contient les services. En pourcentage du PIB, l'excédent de +3,4% de 1999 a laissé place à un déficit de -1% en 2011, et de -0,7% en 2017. Nombreux seront ceux qui compareront ce déficit à l'insolent excédent courant allemand, caracolant à +8,1% du PIB, soulignant au passage les faiblesses de notre économie sur les marchés mondiaux, et les vertus d'une économie allemande qui, elle, a su se réformer. Que de réformes outre-Rhin pour devenir si dangereusement dépendante des exportations dans un monde où la tentation du repli prend forme (Etats-Unis, Chine...).

Passons sur ces ritournelles aussi récurrentes que stériles, et concentrons-nous sur un secteur de l'économie hexagonale qui dégage sur longue période un excédent chronique, l'agroalimentaire. En 2018, après deux années de baisse, l'excédent s'est en effet redressé de 1,3 milliard d'€, pour se fixer à +7 milliards, largement imputable aux industries de la transformation, puisqu'elles pèsent pour 86% de l'excédent total agroalimentaire. Céréales, animaux vivants, vins et champagne, ainsi que le sucre, ont été en 2018 les secteurs les plus dynamiques.

#### LE VIN EMPÊCHEUR DE TOURNER EN DÉFICIT

C'est une bonne nouvelle dans la mesure où l'érosion de la compétitivité de la France a été maintes fois soulignée durant les quinze dernières années. Beaucoup ont même mis en avant le fait que, sans les vins et boissons alcoolisées, nos performances sont in fine médiocres, plongeant notre solde dans le déficit si d'aventure Bacchus était ostracisé. Quel étrange raisonnement économique que celui consistant à vouloir ôter un domaine aussi conquérant sur les marchés mondiaux, pour se convaincre que les produits français ne sont pas ou plus compétitifs. Jusqu'à preuve du contraire, le poste vins et boissons est partie intégrante des flux commerciaux en produits agricoles et alimentaires. Car en poussant le raisonnement

jusqu'au bout, pourquoi ne pas aller jusqu'à retirer l'aéronautique où les produits de luxe de la balance des échanges industriels, pour montrer que l'industrie française est inexistante ? Effacer le poste vins et boissons est donc un non-sens économique (solde de +12,3 milliards en 2017). D'autant plus que les soldes des céréales (+5,8 milliards d'€, en progression de +35% par rapport à 2017), des produits laitiers (+2,4 milliards, en baisse de -8% sur un an), des animaux vivants (+1,7), du sucre (+1), demeurent des points forts de l'appareil commercial agroalimentaire, auxquels il convient d'ajouter les semences.

#### CONCURRENCE OUI, MAIS DES ATOUTS AUSSI

Il est suggéré de se satisfaire de ce bon résultat qui, accordons-le, reste certes éloigné des records des années 2010, durant lesquelles l'excédent dépassait les +10 milliards d'€, mais qui s'impose de lui-même au regard de l'abysse déficit global. L'agroalimentaire est, avec l'aéronautique et la chimie, le secteur affichant les parts de marché mondial les plus élevées de l'économie nationale. Cela tient au fait que les avantages comparatifs dont est dotée la France dans le secteur agroalimentaire restent puissants.

L'érosion de notre compétitivité est de surcroît partagée par notre concurrent américain, dont le solde excédentaire recule lui aussi depuis quelques années, et qui devrait subir un nouvel accès de faiblesse avec l'élévation des droits de douane imposée par Pékin dans la guerre commerciale qui l'oppose à Washington. Signe que la concurrence et les rivalités commerciales se sont durcies dans la mondialisation. Opposant Etats-Unis et Union européenne durant de longues années, la concurrence s'est amplifiée et diversifiée avec la montée en puissance de pays comme le Brésil, et au sein même de l'UE, avec l'Allemagne, la Pologne, l'Espagne et les Pays-Bas, qui sont partis à l'assaut des positions françaises. L'Allemagne reste toutefois déficitaire dans ses échanges de produits agricoles et alimentaires. Aujourd'hui, c'est la Russie et l'Ukraine qui, dans la sphère céréalière, considèrent que l'Europe agricole est une puissance en déclin et qu'il est opportun de la déloger d'un certain nombre de marchés.

Les menaces sont donc bien réelles pour l'agroalimentaire français. Elles peuvent toutefois être contenues par les atouts qui caractérisent ce secteur. La marge de progression demeure, que ce soit sur le versant des coûts de production, de la montée en gamme, ou, plus généralement, d'une adaptation étroite à la demande mondiale. L'efficacité des exportations agroalimentaires doit tout autant s'inscrire dans une démarche de politique étrangère, à l'instar de ce qu'entreprend la Russie depuis le début des années 2000 sur des régions comme celle du Moyen-Orient.

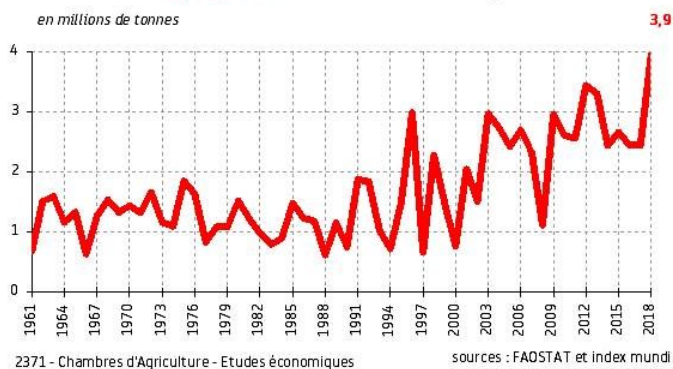
Contact : Thierry Pouch

## LE BLÉ FRANÇAIS EST-IL EN TRAIN DE PERDRE LE MARCHÉ ALGÉRIEN ?

L'année 2019 s'annonce très incertaine pour les opérateurs français exportant du blé en Algérie. Le contexte électoral Algérien, notamment marqué par le renoncement à un cinquième mandat du président Abdelaziz Bouteflika et le report des élections présidentielles à une date indéterminée, se rajoutent aux nombreuses interrogations quant aux perspectives commerciales pour la fin de campagne.

Le blé est un élément fondamental dans les relations économiques qu'entretiennent l'Algérie et la France. La prépondérance du blé dans l'alimentation des algériens a toujours constitué un enjeu stratégique pour le plus grand pays d'Afrique du Nord, notamment dans l'optique du maintien de la paix sociale. L'enjeu économique et politique du blé pour l'Algérie et la France se dessine dans la relation de dépendance économique que les deux pays ont su nouer à travers les échanges commerciaux de ce produit. Ainsi, il apparaît que près de 40 % des exportations totales de blé tendre français sont à destination de l'Algérie, pour des niveaux d'exportations de 3 à 5 millions de tonnes sur ces 10 dernières années. Si la récolte algérienne de blé a atteint un record historique en 2018 avec plus de 3,9 millions de tonnes (graphique 1), la consommation nationale du pays s'élève à plus de 10 millions de tonnes, rendant le pays structurellement dépendant aux importations et plaçant l'Algérie comme le 3ème importateur mondial de blé. La France reste le premier fournisseur de l'Algérie avec 40 % de part de marché en 2017, mais elle a perdu beaucoup de terrain au profit des autres grands exportateurs tels que l'Argentine, le Canada ou les Etats-Unis. A titre de comparaison, sur la période 2009-2016, la France représentait en moyenne 63 % des importations algériennes de blé.

Graphique 1 - Production de blé en Algérie

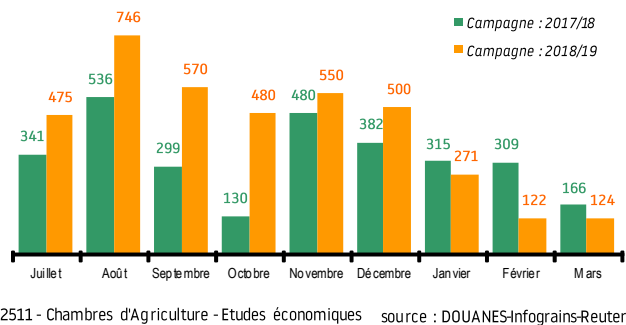


### UN ESSOUFFLEMENT DES IMPORTATIONS FRANÇAISES

La reconquête du marché algérien semblait partir sur de très bonnes bases pour la campagne 2018/2019. Alors que la campagne précédente s'avérait assez décevante, 1,15 million de tonnes de blé supplémentaire a été expédié par les opérateurs français sur le cumul juillet-décembre de 2018 par rapport à la même période l'an dernier. Cependant, la tendance s'est inversée dès 2019, les expéditions de blé français à destination de l'Algérie se contractant de 273 000 tonnes sur les trois premiers mois de l'année 2019, en comparaison du cumul janvier-mars 2018 (graphique 2).

Plusieurs facteurs justifient ce retournement : une récolte historique permettant de réduire les achats à l'importation ; l'achat de blé en provenance de concurrents tels que l'Argentine (pays devenu le 2ème fournisseur de l'Algérie avec une part de marché de 20 % sur ses importations en 2017), dont les récoltes se sont achevées en janvier ; une demande en baisse du fait d'un budget public amoindri avec la persis-

Graphique 2 - Exportations françaises de blé tendre vers l'Algérie (en milliers de tonnes)



tance d'un prix international bas pour le pétrole, alors que ses recettes d'exportations pèsent pour 60 % des ressources budgétaires ; et des ajustements structurels qui occasionnent des effets de contraction sur l'économie algérienne (baisse des dépenses publiques, hausse des impôts). Il faut également rajouter que la lente érosion de la valeur du Dinar, liée à la chute des prix du pétrole et à la dégradation des réserves de change, ont considérablement alimenté l'inflation dans le pays et provoqué une dépréciation de la monnaie algérienne, renchérissant ainsi le coût des importations et donc, potentiellement, de la demande en blé importé. La dégradation des réserves de change soulève ainsi de vives inquiétudes sur l'équilibre macroéconomique du pays, puisque ces dernières s'élèvent à 82 milliards de dollars fin 2018 contre 178 milliards de dollars en 2014. Au final, le gouvernement algérien a utilisé plus de 50 % de ses réserves de change en l'espace de quatre ans pour compenser ses pertes des recettes d'exportations en hydrocarbures, et stabiliser tant bien que mal son économie.

### LE BLÉ RUSSE, NOUVEAU CONCURRENT DE TAILLE POUR LE BLÉ FRANÇAIS ?

Parmi tous ces remous économiques et politiques qui touchent l'Algérie, la Russie continue d'asseoir son influence et ses intérêts dans le pays, dans la longue tradition des bonnes relations diplomatiques qui animent les deux pays depuis l'indépendance de l'Algérie. Alors que leurs échanges bilatéraux se concentraient principalement sur le secteur de l'énergie et des équipements militaires, le blé pourrait être un nouvel atout dans la manche de Moscou. Plusieurs rencontres entre des délégations algériennes et russes ont eu lieu en 2018, et les représentants du ministère de l'agriculture et de l'Office algérien interprofessionnel des céréales (Oaic) ont plusieurs fois déclaré être très intéressés par l'achat de blé russe. Un premier lot test de 40 tonnes de blé russe a d'ailleurs été importé début 2019, les autorités algériennes souhaitant d'abord expérimenter la qualité de ce blé avant de procéder à des achats de plus grande envergure. Au regard de la force de frappe de Moscou sur le marché international du blé (37 millions de tonnes de blé exportées pour la campagne 2018/2019), l'Algérie apparaît comme un marché prometteur pour l'expansion de son activité commerciale céréalière.

Les opérateurs français risquent donc d'être confrontés à une concurrence encore plus accrue sur son principal débouché à l'exportation. Face à la volonté algérienne de diversifier ses approvisionnements alimentaires et à la période de transition économique et politique qui s'annonce dans le pays, les autorités diplomatiques françaises doivent absolument faire valoir les intérêts de la filière céréalière. Le rayonnement de l'agriculture française et de son poids géostratégique à l'international en dépendent.

Contact : Quentin Mathieu

## NET REDRESSEMENT DE LA CÔTE DE POPULARITÉ DES AGRICULTEURS EN 2019

Au courant du mois de février dernier, l'IFOP<sup>1</sup> institut de sondage bien connu, a publié son baromètre annuel de l'image des agriculteurs. L'édition 2019 du baromètre montre que loin des affres de l'*agribashing*, la popularité des agriculteurs dans la société française est au beau fixe.

**D**epuis 1999, chaque année, au moment où s'ouvre le Salon International de l'Agriculture à Paris, l'IFOP publie un baromètre de l'image des agriculteurs. Il s'agit d'un sondage où un échantillon de Français-e-s sont interrogé-e-s sur leur représentation des agriculteurs. L'intérêt de cette opération est de soumettre à un échantillon de personnes, les mêmes questions d'année en année; on peut donc suivre, sans rupture, l'évolution de l'image des agriculteurs dans la société française, sur long terme.

### REBOND DE LA POPULARITÉ DES AGRICULTEURS EN 2019

Le sondage de l'IFOP fait apparaître que les Français-e-s ont une image positive des agriculteurs en 2019. Pour chaque item du sondage, les réponses de l'échantillon sont majoritairement favorables aux agriculteurs. Le monde agricole est très inquiet des effets d'un *agribashing* qu'il perçoit dans les médias; le sondage de l'IFOP peut rassurer les agriculteurs sur ce point: leur popularité est au beau fixe (voir tableau 1). Et même sur les questions environnementales, les Français-e-s font confiance aux agriculteurs pour avoir des pratiques respectueuses de l'environnement.

Cependant, rien n'est jamais acquis. Entre 2012-2013 et 2016-2017, l'image des agriculteurs s'était très nettement dégradée. La succession de scandales sanitaires (lasagne pure bœuf à la viande de cheval en 2013, lait infantile contaminé aux salmonelles en 2017 et du fipronil dans les œufs en 2017,...), des manifestations agricoles violentes (dégradation de la Chambre d'agriculture du Finistère, mise à sac du stand du Ministère de l'agriculture en 2016) et aussi des discours alarmistes des agriculteurs à la suite des baisses de revenu considérables dans les secteurs des grandes cultures et de l'élevage bovin avaient noirci l'image de la profession. Depuis le tournant des années 2016-2017, l'actualité agricole s'est adoucie, et l'image des agriculteurs s'est améliorée. Pourtant à bien y regarder, les controverses et les faits clivants ne manquent pas depuis deux ans (montée en puissance du mouvement vegan, débats vifs sur l'utilisation du glyphosate) mais il semble que cela n'ait pas eu d'effet négatif sur l'image

des agriculteurs dans la société française; ce qui invite la profession agricole (et ses communicants) à s'interroger sur les événements de l'actualité agricole et les attitudes des agriculteurs qui marquent le plus le grand public.

### QUESTION DE GENRE

En 2019, les organisateurs du SIA ont suivi les consignes de l'écriture inclusive puisque les affiches du salon annonçaient: « Agriculture: des hommes et des femmes de talent »; dans cet article, nous nous sommes efforcés de faire de même. Pour sa part, l'IFOP en est resté aux formulations traditionnelles et parle du baromètre d'image des agriculteurs, et non des agriculteurs et des agricultrices (nous avons conservé ce masculin dans le texte quand il s'agissait de citer les résultats du sondage). Or en termes d'images des agriculteurs la question du genre se pose. En effet, dans le sondage de l'IFOP, il apparaît que les agriculteurs ont une image sensiblement plus favorable chez les femmes que chez les hommes. Cette différence est importante sur les questions qui renvoient à de valeurs morales: les agriculteurs sont-ils assistés? Égoïstes? Violents?).

### REPRÉSENTATION

Le sondage de l'Ifop tente d'identifier, et même de quantifier, l'image que les citoyens et les citoyennes de la société française se font des agriculteurs. Cette image ne s'alimente pas d'une connaissance de la réalité agricole mais de sa représentation. Or une représentation, c'est solide, ça relève de l'organisation symbolique du monde partagé inconsciemment par les membres d'une même société. Quand on demande à une personne: « Les consommateurs peuvent-ils avoir confiance dans les agriculteurs? », elle va sans doute répondre « oui » (avec une probabilité de 74% si on en croit le sondage de l'IFOP) non pas parce qu'elle connaît la réalité agricole, non pas parce qu'elle a pu observer un jour dans sa vie, une exploitation agricole réelle et voir à quelle point c'est une activité de haute technicité où le contrôle du risque sanitaire est constant, mais parce que pour comprendre le monde, cette personne a besoin d'imaginer que les agriculteurs sont des gens de confiance. À charge pour les agriculteurs de ne pas décevoir cette attente, que ce soit par leurs pratiques, certes, mais plus certainement, par leur discours et leurs communications.

Contact : Didier Caraes

Tableau 1

| Pour chacun des qualificatifs suivants, dites-moi s'il s'applique plutôt bien ou plutôt mal à l'idée que vous vous faites des agriculteurs ? |          |      |      |      |      |      |      |        |        |
|--|----------|------|------|------|------|------|------|--------|--------|
| Réponse "Plutôt bien", en %  | Ensemble |      |      |      |      |      |      | 2019   |        |
|  | 2000     | 2010 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | Hommes | Femmes |
| Les consommateurs peuvent leur faire   | 73       | 78   | 67   | 70   | 66   | 68   | 74   | 71     | 77     |
| Respectueux de l'environnement   | 50       | 55   | 44   | 49   | 44   | 47   | 53   | 49     | 56     |
| Modernes   |          | 79   | 68   | 59   | 61   | 60   | 68   | 67     | 70     |
| Compétitifs  | 63       | 60   | 52   | 44   | 46   | 46   | 54   | 53     | 55     |
| Assistés   | 49       | 49   | 47   | 46   | 42   | 41   | 33   | 41     | 15     |
| Egoïstes   | 29       | 24   | 29   | 26   | 25   | 24   | 19   | 22     | 16     |
| Violents   | 23       | 15   | 20   | 30   | 21   | 20   | 10   | 14     | 7      |

Source : IFOP

<sup>1</sup> <https://www.ifop.com/publication/le-barometre-dimage-des-agriculteurs-vague-19/>

## COMMERCE EXTÉRIEUR AGROALIMENTAIRE : UN AIR DE FAMILLE

Le rebond de l'excédent commercial agroalimentaire français en 2018 ne saurait gommer son effritement depuis quelques années. Si le secteur agroalimentaire est l'un des rares de l'économie nationale à afficher un excédent, il est de plus en plus malmené par un marché mondial rempli de concurrents qui, mondialisation oblige, entendent contester les positions conquises depuis longtemps par ces grandes puissances agricoles que sont l'UE – et singulièrement la France – et les Etats-Unis. De ce point de vue, les échanges de produits agricoles et alimentaires effectués par la France et les Etats-Unis ont un air de famille.

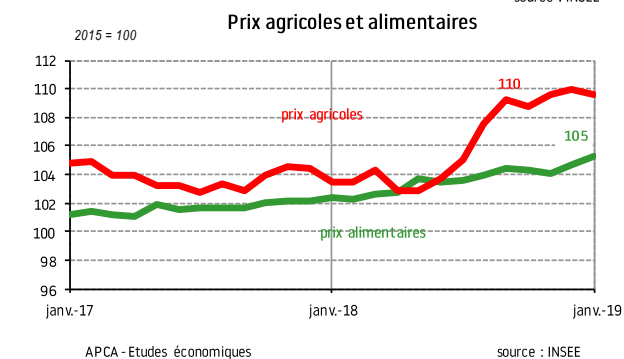
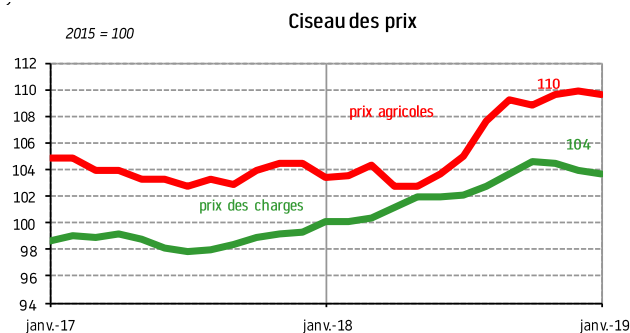
De part et d'autre de l'Atlantique, les secteurs agroalimentaires sont noyés dans des déficits globaux imposants, de l'ordre de - 60 milliards d'€ côté français, et de plus de 800 milliards de dollars côté américain (soit - 899 milliards d'€). Il n'en reste pas moins qu'ils sont encore excédentaires, et compensent très partiellement ces déficits globaux. Ce qui rapproche les deux pays réside aussi dans le fait que les excédents se sont contractés depuis cinq à six ans, du fait non seulement de la concurrence, mais également d'un contexte commercial peu propice aux échanges (mesures protectionnistes à l'instar de l'embargo ou de l'élévation des droits de douane).

Concernant le cas des Etats-Unis, la chute de l'excédent commercial agroalimentaire est impressionnante. Alors qu'il avait grimpé à plus de 43 milliards de dollars en 2014, faisant suite à un beau résultat en 2013 (+37,3), le solde s'est ensuite régulièrement contracté, passant de +25,5 milliards de dollars en 2015 à +15,8 en 2018. Les prévisions pour 2019 ne sont guère plus réjouissantes pour le secteur agroalimentaire américain, puisqu'elles estiment qu'il sera de 13 à 14 milliards (source : USDA).

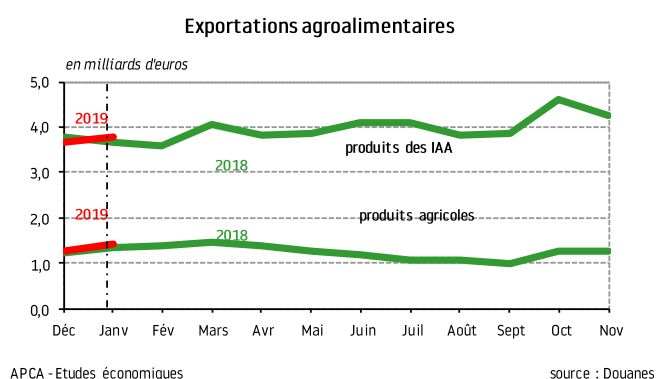
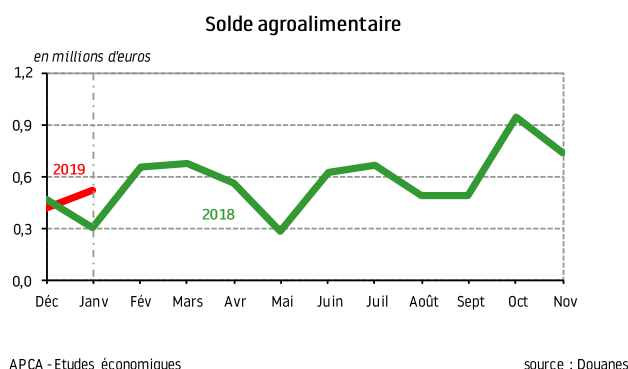
Une bien mauvaise nouvelle pour les exportateurs américains, qui subissent manifestement une croissance des importations – elles sont passées de 104 milliards en 2019 à 127,6 en 2018 – et devraient franchir le seuil des 128 en 2019. La croissance des produits importés concerne essentiellement les produits des grains, l'horticulture, les fruits et légumes transformés, et les fruits frais. Du côté des exportations, la chute prévue des ventes de graines de soja pèse lourd dans la contraction du solde excédentaire agroalimentaire. Entre octobre 2018 et novembre 2019, elles passeraient de 18,8 millions de tonnes à 10,6 seulement, pour un montant de 7,2 à 3,7 milliards de dollars. Il faut y voir la manifestation de la guerre commerciale engagée par Donald Trump avec la Chine, les mesures de rétorsion adoptées par Pékin portant sur les produits agricoles (soja, coton, produits laitiers....).

Les nuages s'accumulent donc sur les producteurs américains. Exportations en berne, revenu en baisse, ils pourront toutefois tenir un peu en raison des aides que leur verse l'Etat au titre du préjudice subi dans cette guerre commerciale. Mais pour combien de temps ? C'est aussi ce qui rapproche les deux secteurs agricoles et alimentaires. Ils sont exposés au risque de conflits commerciaux, nécessitant des aides publiques. Sauf que ces dernières n'ont absolument pas la même proportion de ce côté-ci de l'Atlantique.

Contact : Thierry Pouch



|                   | % (Source : INSEE) | % 1 mois | % 12 mois | % 24 mois |
|-------------------|--------------------|----------|-----------|-----------|
| prix alimentaires |                    | 0,5%     | 2,7%      | 4,0%      |
| prix agricoles    |                    | -0,3%    | 6,0%      | 4,6%      |
| prix des charges  |                    | -0,3%    | 3,5%      | 5,1%      |
| inflation         |                    | -0,4%    | 1,2%      | 2,6%      |



| Solde du commerce extérieur agroalimentaire (Source : Douanes/SSP) |            |              |
|--|------------|--------------|
| En milliards d'€   | En janvier | Cumul 1 mois |
| 2019   | 0,514      | 0,514        |
| 2018   | 0,305      | 0,305        |

